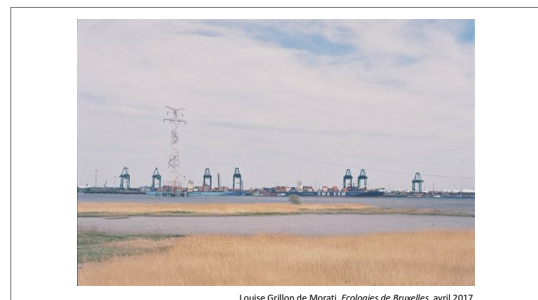


## **Des terres contestées au Port d'Anvers : s'équiper pour mieux résister** **Benedikte Zitouni**

Le titre de ma communication évoque des équipements en écho à l'un des énoncés de départ du colloque : « Ce colloque de recherche vise à rassembler des enquêtes sur le renouvellement de l'équipement politique de mouvements sociaux qui sont engagés, d'une façon ou d'une autre, dans la promotion d'une dynamique de transition socio-écologique. » Comment s'équiper est une question qui oriente le regard de façon féconde, je trouve. Pour ma part, j'étudie les territoires à partir d'une double focale que sont d'une part les terres contestées en pleine transformation et d'autre part, justement, les équipements techniques dont se servent les un.e.s et les autres pour résister, pour avoir prise, pour empiéter sur le terrain de l'adversaire. Résister signifie alors tout simplement vouloir changer le rapport de force, déjouer l'emprise, dérouter le cours probable mais non figé des événements. D'abord ainsi le territoire, à partir de la double focale, fait nécessairement émerger une scène mouvementée. On est plongé dans l'intrication des actions menées, dans le va-et-vient de prises et de reprises exercées sur les terres contestées par les autorités, l'industrie, les habitant.e.s, comités et activistes.

Précisons la chose pour le territoire auquel je m'intéresse : les polders agricoles de la Rive Gauche de l'Escaut situés au nord d'Anvers. Comme vous le voyez, cela comprend également de zones humides et salines. Depuis plus de quarante ans, depuis le début des années 1970, depuis ce moment fatidique où le trafic maritime mondial s'est conteneurisé et où les su-



Louise Grillon de Morati, *Écologies de Bruxelles*, avril 2017

per-tanks sont devenus la norme, les polders font face à des expropriations et des destructions massives pour la construction des écluses, des bassins, des zonings industriels et de pétrochimie qu'arbore le Port d'Anvers. Sans compter la première centrale nucléaire belge qui, elle aussi, s'y est implantée au début des années '70 ou encore, les travaux d'approfondissement de l'Escaut qui ont été menés en faveur des super-tanks, avec tous les problèmes de transformation des courants d'eau et de dépôt de boues polluées que cela entraîne encore aujourd'hui. Bref, dans les polders, les comités d'action comptent aujourd'hui jusqu'à *trois* générations de résistant.e.s : grands-parents et petits-enfants s'y côtoient ; enfin, pour autant qu'ils, elles, soient encore sur place après avoir subi tant d'années d'harcèlement.

Trois générations, c'est autant d'occasions de créer, d'expérimenter et de renouveler les équipements stratégiques, tactiques, techniques, de résistance. Ainsi, il y a les fameuses Fêtes de Doel – du nom d'un des villages menacés mais qui est encore toujours là même s'il ne compte plus que quelques habitant.e.s (dont un nouveau-né et des couples qui viennent s'y installer!) – fêtes donc où depuis 1974, chaque année, à l'Assomption de Marie, une brocante de rue côtoie un marché artisanal, des

démonstrations de métiers, des concerts d'amateurs, des stands d'activistes, ... ; le tout étant inauguré en grande pompe, par une procession religieuse qui culmine en une demande de bénédiction à l'Escaut par un ecclésiastique. Sur les berges, la dépendance des polders au fleuve est alors actée et honorée, d'année en année.



La Rive Gauche est tout aussi marquée par les opérations d'action directe qui ont été menées en son nom. A ce stade-ci de ma recherche, qui n'en est qu'à ses débuts, l'histoire la plus ancienne que j'ai récoltée dans les archives est celle du début des années 1980 où des habitant.e.s, activistes et scientifiques excédé.e.s par l'impunité avec laquelle l'industrie et le Port continuaient à s'implanter au ras des rives et à y déverser des matières toxiques, se sont emparé.e.s d'un bateau et de matériel de sondage des eaux pour mener *leur* rapport d'incidence environnementale. Ils ont parcouru le fleuve en mesurant quel(s) polluant(s) se rajoutai(en)t à la rivière à chaque fois que le bateau passait devant les quais et les tuyaux de déversement d'une fabrique. Pour la première fois, on disposait ainsi d'une liste où des polluants précisément désignés étaient associés à des noms de fabricants ! Plus tard, en 1985, des écologistes se sont alors infiltré.e.s dans l'assemblée des actionnaires de Bayer à Cologne afin de dénoncer le dumping de dioxyde de titane ; le CEO a dû s'en défendre devant la presse internationale. D'autres activistes, à la fin des années 1980, ont filmé le déversement de matières toxiques par Monsanto dans l'Escaut et ont envoyé ces vidéos, avec mise en scène dramatique, à la presse.



Peu à peu, les affaires des pollutions et des boues toxiques se sont imposées dans la région. Elles sont devenues le talon d'Achilles du Port d'Anvers, du moins si l'on peut en juger des controverses juridiques et politiques que suscite depuis lors le dépôt des boues de dragage et de chantier d'Anvers aux Pays-Bas. A aussi émergé la question du degré d'adéquation de la rivière à la vie : quelle forme de vie le fleuve doit-il pouvoir accueillir ? Une revue écologiste rapporte que lors des premiers pourparlers pour les Accords de l'Escaut et de la Meuse au début des années 1990, l'un des négociateurs étatiques hollandais a rétorqué à un négociateur belge « Mais nous ne sommes pas des carpes ! » pour signaler que la qualité d'eau promise par le Gouvernement belge, qualité adéquate pour la vie des carpes, ne l'était pas pour les hollandais. Autrement dit, la position du Port d'Anvers, assurée car soutenue par les autorités et portée par l'impératif du développement économique, est néanmoins traversée par *une* faille (au moins). Au vu des affaires de pollution, sa position devient inconfortable.

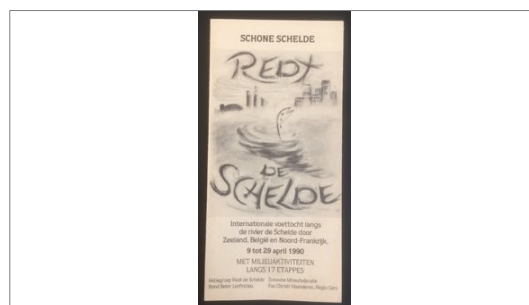
A vrai dire, je l'ai compris au détour d'un article paru récemment dans la presse : un expert en pollution de l'air y est interviewé pour commenter les dernières mesures alarmantes prises dans quelques

viles belges, entre autres à Bruxelles. Lorsque le journaliste lui demande ce qu'il faut faire, l'expert répond du tac-au-tac, sans hésitation, qu'il faut arrêter l'expansion du Port d'Anvers. La réponse est étonnante puisque l'interview ne porte à aucun moment sur les activités portuaires ni même sur l'économie belge et pourtant, elle est donnée sans autre forme de contextualisation ; comme si, pour cet expert, il était évident que la clé de résolution de tout problème de pollution en Belgique résidait *in fine* dans le Port d'Anvers qui, en effet, à y réfléchir, est un des haut-lieux de l'industrialisation mondiale actuellement en cours dans le pays. C'est ce que j'appelle un talon d'Achilles : le Port d'Anvers est pointé du doigt sans autre forme de justification, ni hésitation.

Comme quoi les actions portent leurs fruits. De les suivre ainsi nous permet d'esquisser une première topologie des intensités, des zones de faiblesses et de forces, de prises et de déprises possibles dans les terres contestées.

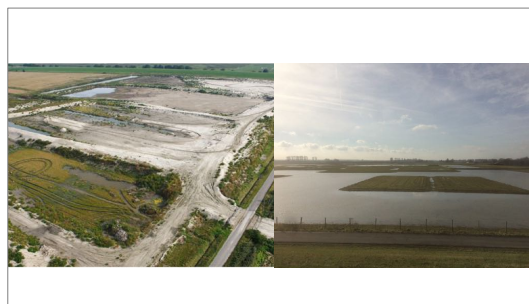
\*

Traçons une autre ligne. Reprenons l'énumération des actions mais cette fois-ci en s'intéressant à la revendication de ce qu'on pourrait appeler un « terrain vivant » dans la mesure où le vivant y est mis en scène comme devant être protégé, récupéré. De quels équipements se dotent alors ceux et celles qui résistent ? En 1990, par centaines, en se relayant, des habitant.e.s, activistes et édiles locaux ont marché pendant quatre semaines de l'embouchure de l'Escaut aux Pays-Bas jusqu'à sa source en France, pour exiger le sauvetage du fleuve c'est-à-dire, concrètement, pour exiger que l'industrie pétrochimique, sidérurgique, de carrosserie, de teinture et autre, quitte et libère l'Escaut. Dans la brochure distribuée lors de la marche, le « sauvetage » concerne tant la faune et la flore que les sols et les riverains. Puis, il y a ces opérations, nombreuses, qui consistent à nettoyer et à restaurer les salines, à compter et à observer les oiseaux, à tenir des assemblées héritées de l'ancien organe de gouvernance des digues pour parler de l'état des ruisseaux et de l'irrigation. Il y a aussi des faits plus énigmatiques, isolés, comme ces rats morts que des inconnu.e.s ont pendus devant la centrale nucléaire au début des années 1980, ou encore, aujourd'hui, ces barbelés régulièrement et clandestinement coupés pour laisser passer les renards dans les zones de « développement de la nature » ; zones qui ne tolèrent pas de tels prédateurs parce qu'elles servent de lieux de nidification aux oiseaux migrateurs protégés par le droit européen...



A vrai dire, là, on touche à une affaire sensible. Les polders récemment raclés, inondés, à des fins de « développement de la nature » sont des zones humides créées de toutes pièces par le Gouvernement en prévision et en compensation de la construction d'un bassin futur (*Saeftinghedok*). Une partie

des écologistes soutient ce développement malgré que celui-ci ait entraîné la destruction de plusieurs hameaux et l'expulsion de nombreux agriculteurs en l'espace de quelques années seulement, de 2012 à 2017. Ce fut un drame pour les expulsés dont la plupart étaient attachés aux terres qu'ils, elles, avaient cultivé depuis plusieurs générations. Deux versions du



territoire s'affrontent alors : la nouvelle nature *versus* l'ancienne nature, la nature développée *versus* la nature sédimentée. Mais la version du Port est encore différente. De son point de vue, ces zones humides sont une infrastructure écologique qui a le mérite d'aider à protéger les *autres* infrastructures portuaires contre la montée (future) des eaux. Il s'agit aussi – mais la chose est souvent tue et les preuves à l'appui sont encore maigres à ce stade-ci de la recherche – d'un développement qui permettra aux particules polluantes du fleuve de se poser dans une zone de sédimentation plus large. En effet, il a été démontré que dans l'estuaire de l'Escaut, les zones humides et les réserves naturelles comptent parmi les terres les plus polluées de la région c'est-à-dire que, du point de vue du Port, ces zones *absorbent* de la pollution.

Peut-être que je me trompe, l'affaire est à creuser, mais une chose est certaine et admise par tous : le développement de la nature est le résultat d'un recours en justice qui a pris, ou devrais-je dire d'un équipement politique qui a, de façon assez surprenante, donné prise aux habitant.e.s et aux activist.e.s. En effet, en 2001, et pendant quasi un an, sur ordre du Conseil d'Etat, le Port d'Anvers a dû mettre à l'arrêt un chantier de construction (*Deurganckdok*) et y a perdu des milliards parce que ce chantier menaçait des oiseaux migrateurs rares. Le Gouvernement et le Port se sont alors rendus à l'évidence : l'expansion ne pourrait plus se faire aux dépens des espèces protégées. Au fil des négociations qui ont suivi, notamment avec des écologistes, naît alors l'idée de la zone de compensation créée de toutes pièces en prévision des futurs bassins portuaires. Mais, ironie du sort, nouveau rebond dans l'affaire, en 2017, c'est au tour des travaux d'inondation d'être à l'arrêt ! La Cour de Justice Européenne ayant jugé qu'on ne pouvait justifier une destruction *future* de la nature en proposant une compensation *ex ante*.

Bref, cette deuxième tracée ici semble dessiner un corps-à-corps avec les appareils juridiques au sujet des territoires à protéger : quelle nature, quel vivant, quel territoire faut-il maintenir et défendre dans l'ombre du Port ?

\*

Prenons un peu de recul et concluons. A l'énumération de ces actions, en réfléchissant aux équipements et dans quoi ils sont pris ou mobilisés par les gens, je ne peux m'empêcher de penser à l'avertissement qu'a lancé le syndicat des ouvriers portuaires en 1970, lorsque le « décloisonnement » de la Rive Gauche a été annoncé. Comme si les ouvriers pressentaient la résistance qui allait suivre, ils disent ceci : « Les gens de la région sont habités par un sentiment d'assurance, la conviction de signifier

quelque-chose pour ce territoire cloisonné et dès lors, un décroisonnement entraînera perte de sens et perte d'attachement. Tel sera, selon nous, l'obstacle principal. » Quarante ans plus tard, il est évident qu'en effet l'obstacle était de taille, et qu'il y a sur la Rive Gauche un attachement aux terres, au fleuve, aux polders, aux salines, aux rives, et une volonté – ou dois-je dire une capacité – des gens à ne pas laisser l'industrie détruire ceux-ci.

Mais il ne faudrait pas s'y tromper. Rien de ce que je vous raconte n'est visible lorsqu'on se rend sur la Rive Gauche. En dehors de l'Assomption, il n'y a pas de *Fêtes de Doel* mais une ville fantôme. Si on ne sait pas que les barbelés sont clandestinement coupés, on ne les voit même pas et on se croirait en présence d'une simple réserve naturelle (ce qui est vrai aussi !)



Louise Grillon de Morati, *Écologies de Bruxelles*, avril 2017

Si je n'avais pas tapé « centrale nucléaire » dans la base de données des archives de l'histoire sociale à Gand, je n'aurais jamais su que la centrale – que personne sur place ne semble questionner – avait fait l'objet et continue à faire l'objet de quantité d'actions et de dénonciations (pendant une dizaine d'années, il y eut même une plateforme de coordination de ces actions pour toutes les associations concernées). Lorsque j'en parle à une habitante, elle me dit : « Bah oui, tout le monde ici est pour la sortie du nucléaire. Ça ne se dit même plus. » Autrement dit, les faits que j'ai évoqués dans ce papier sont enfouis dans l'expérience des gens, dans les boîtes d'archives, dans les plis mêmes du paysage qu'on ne peut découvrir qu'en étant guidé.e.s et initié.e.s à celui-ci. Un paysage ne nous parle c'est-à-dire ne peut être raconté, étudié, analysé, que si nous sommes nous-mêmes équipé.e.s.

Le constat est banal mais je crois qu'il est important de le rappeler. La visibilité et l'invisibilité qui marquent un territoire sont au cœur du problème selon moi. C'est parce que nous, chercheurs, avons du mal à faire revivre toutes les relations, les histoires, les passés-présents-futures que charrie un territoire, c'est parce que nous nous risquons peu sur la scène mouvementée des prises et des reprises sans début ni fin, à l'issue très incertaine, que nous sommes finalement tenté.e.s de trivialiser les quelques actions de résistance épinglées. Nous devenons ainsi incapables de *défendre* le territoire étudié c'est-à-dire de faire hésiter ceux et celles pour qui, à ce stade-ci du récit, le territoire et sa destruction ne signifient finalement pas grand-chose.

Ou peut-être devrais-je dire, plus simplement, que de faire parler un territoire, de s'y attacher, de le défendre, n'est pas chose aisée, ni pour les chercheurs, ni pour les habitant.e.s et activistes d'ailleurs<sup>ii</sup> ; et que cela requiert de nombreux équipements, *de toute sorte, quels qu'ils soient*. J'insiste sur ces derniers mots « de toute sorte, quels qu'ils soient » car selon moi, il faut ouvrir le spectre et faire l'apologie systématique de tous les équipements, non pas par bonté ni tolérance de notre part, mais pour la simple raison que nous ne savons pas et nous ne pouvons pas savoir lesquels prendront et feront la différence. Pour la simple raison que nous ne pourrions jamais dire que telle ou telle action n'a *pas* fait différence.

Sources: Exceptée pour la note en bas de page 2 concernant le PolderMAS, l'entièreté de l'exposé est basée sur des recherches en archives à l'AMSAB-ISH (Institut d'Histoire Sociale) à Gand où j'ai consulté les fonds de la coupole flamande pour la protection de l'environnement *Bond voor Beter Leefmilieu*, du groupe d'action régional *Red de Voorkempen*, de la plateforme anti-nucléaire *VAKS – Verenigde Actiegroepen voor Kernstop*, de l'alliance inter-associations *Internationale Werkgroep van de Schelde*, du syndicat des ouvriers du port d'Anvers *ABVV*, de l'association d'ornithologie *BENEGORA*, entre autres.

---

<sup>i</sup> Si l'on suit le raisonnement de David Abram dans *Pourquoi la terre s'est tue* (2016), on pourrait dire que pour certains membres des peuples alphabétisés, dont je suis, l'archive fonctionne comme un tel équipement c'est-à-dire comme un code possible d'accès au paysage ou devrais-je dire comme un code possible de participation au paysage.

<sup>ii</sup> Le problème de la visibilité à géométrie variable et de la trivialisation qui s'en suit, n'est pas que celui des chercheurs. Il concerne tout autant les habitant.e.s et les activistes qui, même s'ils et elles habitent les lieux, doivent s'équiper pour construire et faire revivre les passés-présents-futures qui y sont nichés. Ainsi, en plein milieu des zones nouvellement inondées, dans un hameau surélevé, des habitant.e.s ont créé une archive, un lieu d'archéologie, où l'on peut venir déposer des objets de valeur avant le passage des bulldozers (*PolderMAS*). Il ne s'agit pas tant de garder la trace du territoire en train de disparaître et donc de risquer de muséifier le territoire disparu, que de réhabiliter une part de l'oralité qui lie les habitant.e.s aux polders. Pour ces nouveaux archéologues, les objets exposés sans légende ni fléchage thématique sont autant de « catalyseurs de parole ». Il faut que quelqu'un.e les reconnaisse et puisse en parler pour que peu à peu le territoire qui est à la fois là et plus là, enfouis dans les plis du paysage, puisse se faire à nouveau et de plus en plus insistant.